

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 juillet 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 34 et 72 c) de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Prévention des conflits armés

Promotion et protection des droits de l'homme :
Situations relatives aux droits de l'homme et rapports
des rapporteurs et représentants spéciaux

**Lettre datée du 14 juillet 2021, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Myanmar
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris de nouveau pour vous informer de l'aggravation de la situation au Myanmar. Plus de 160 jours après le coup d'État, on n'observe aucun signe d'atténuation de la répression brutale et de la violence exercées par l'armée. Plus de 900 personnes ont été tuées et quelque 200 000 autres ont été contraintes de fuir en conséquence de violentes attaques militaires.

J'appelle l'attention sur le fait que la situation se détériore dans mon pays sous l'effet du nouveau variant de la maladie à coronavirus (COVID-19). Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé, au 9 juillet 2021, on comptait 184 375 cas confirmés de la maladie et 3 685 décès. Le nombre des décès liés au coronavirus a atteint son plus haut niveau dans le pays depuis le début de la flambée, de même que celui des infections. Au 12 juillet 2021, le nombre moyen de nouvelles infections quotidiennes, était au plus haut et s'élevait à 5 014. Le système de santé s'est complètement effondré aux mains du nouveau régime, les militaires s'avérant incapables de s'attaquer à la crise sanitaire qui sévit dans tout le pays.

Mon pays est à présent en proie à une alarmante flambée de cas de COVID-19, qui entraîne décès et souffrances. Du fait de la mauvaise gestion et de la négligence de l'armée, le Myanmar traverse une grave crise sanitaire. Outre le fait que le dépistage et les capacités de tester la population sont insuffisants, nous voyons des personnes faire la queue pour se procurer de l'oxygène destiné aux membres de leur famille infectés par le virus. Toutefois, l'armée contrôle la fourniture d'oxygène au public, qui est limitée, et a donné ordre aux usines de production de ne pas en vendre ou en fournir à la population. De telles mesures ont mis de nombreuses personnes dans une situation dramatique. Ces faits sont inacceptables pour la population du Myanmar et constituent clairement de graves atteintes à ses droits humains fondamentaux. En ce moment, de nombreux malades atteints de la COVID-19 dans



le pays seraient mourants faute de pouvoir recevoir de l'oxygène. Telle est la situation déchirante dans laquelle ils se trouvent.

Alors que le reste du monde, où la plupart des gens ont été vaccinés, s'adapte à une nouvelle normalité, mes compatriotes du Myanmar demeurent non vaccinés et cherchent désespérément à se procurer des bouteilles d'oxygène. L'armée n'a aucun plan stratégique concret visant à remédier à la crise et elle continue de faire circuler des informations erronées qui mettent en danger la vie des gens. Elle n'a pas gagné la confiance de la population car elle n'a cessé de mentir au sujet du résultat des élections et a commis un grand nombre d'atteintes aux droits humains contre des civils pacifiques.

La situation de mon pays non seulement ne s'améliore pas mais ne fait malheureusement qu'empirer. Le Programme alimentaire mondial a alerté sur la hausse considérable des prix alimentaires dans tout le pays, estimant que plus de six millions de personnes avaient cruellement besoin d'une aide alimentaire. Il n'est possible de remédier à la situation au Myanmar que dans le cadre d'efforts multilatéraux et il est crucial comme jamais que la communauté internationale agisse d'urgence et de manière décisive pour faire cesser le meurtre de civils innocents. La catastrophe humanitaire qui se déroule en ce moment même au Myanmar se double d'une crise sanitaire publique qui exige pleinement et sans délai attention et assistance, ainsi que des décisions fermes de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale. Nous sommes complètement démunis et sans défense face aux actes inhumains et haineux commis par l'armée.

Depuis le coup d'État, les militaires ont lancé une violente répression dirigée contre les opposants, semant une telle terreur qu'elle est constitutive de crimes contre l'humanité. Ils continuent de réprimer la liberté d'expression et procèdent à des arrestations arbitraires qui visent des journalistes, des dirigeants de la société civile et des manifestants anti-coup. Pour couronner le tout, lorsqu'ils ne peuvent mettre la main sur ceux qui sont sous le coup de mandats d'amener, ils prennent en otage des membres de leur famille. Ainsi, parce que l'armée ne trouvait pas son fils, membre d'un syndicat étudiant, un père âgé de 50 ans a été arrêté. Ces actes inhumains perpétrés par les militaires sont sans fin et deviennent pires de jour en jour.

Je vous communique ci-joint la mise à jour hebdomadaire sur la situation au Myanmar au 11 juillet 2021 et la fiche d'information sur les aspects juridiques du 13 juillet 2021, que je sou mets à votre aimable attention (voir annexes I et II).

Je tiens à redire que le peuple du Myanmar est désemparé et crie à l'aide ; nous avons besoin que la communauté internationale agisse d'urgence et de manière décisive.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34 et 72 c) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(Signé) Kyaw Moe Tun

**Annexe I à la lettre datée du 14 juillet 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Mises à jour hebdomadaires concernant la situation au Myanmar
(11 juillet 2021)**

Flambée de COVID-19

L'apparition au Myanmar du nouveau variant de la COVID-19 tourne à la catastrophe humanitaire. Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), au 9 juillet 2021, on comptait 184 375 cas confirmés de la maladie et 3 685 décès. Depuis le début de la pandémie, le nombre de décès liés à cette maladie n'a jamais été aussi élevé. Localement, les infections atteignent des chiffres record. La plus haute moyenne quotidienne des nouvelles infections s'élèverait à présent à 3 666.

Le nombre de tests pratiqués s'est effondré depuis le coup d'État du 1^{er} février. L'OMS et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont alerté sur la progression de la flambée. Le système de santé a complètement échoué aux mains du nouveau régime, les militaires s'avérant incapables de trouver des solutions face à l'aggravation de la situation dans le pays. La recrudescence des cas a des effets dévastateurs et cause de profondes souffrances dans la population. L'armée ne jouit pas de la confiance de la population car elle n'a cessé de faire circuler des informations inexactes sur le résultat des élections et a commis un grand nombre d'atteintes aux droits humains contre des civils pacifiques. Nombre de médecins et de travailleurs sanitaires ont refusé de travailler pour le compte de l'armée et beaucoup d'autres sont en détention et ont été arrêtés arbitrairement.

Du fait de la mauvaise gestion et de la négligence de l'armée, le Myanmar traverse une grave crise sanitaire. Sous le gouvernement civil élu, les autorités, le secteur privé, les volontaires et la population avaient coopéré pour juguler la maladie.

Selon certaines informations, il n'y aurait ni mesures de prévention appropriées ni capacités de pratiquer des tests. En raison de la gestion désastreuse de la pandémie par l'armée, s'ajoute à cela le fait que les gens doivent faire la queue au quotidien pour procurer de l'oxygène aux membres de leur famille infectés par le virus. Cette pandémie met la population face à des difficultés inédites. Tandis que le Myanmar cherche désespérément à se procurer de l'oxygène, le reste du monde s'adapte à une nouvelle normalité dans laquelle la plupart des gens sont vaccinés. De plus, le prix des masques, du matériel nécessaire aux tests et des autres fournitures médicales s'est envolé. Il est peu probable que la crise sanitaire s'améliore sans plans concrets, ressources et coopération internationale.

Le porte-parole de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que la forte flambée de COVID-19 pourrait avoir des effets désastreux sur la population et sur l'économie, soulignant qu'il importait que les services de santé essentiels reprennent leurs activités. L'armée doit cesser de commettre des violences, redonner le pouvoir au peuple, restaurer la démocratie dans le pays et libérer préalablement toutes les personnes détenues.

Décès et arrestations arbitraires

Selon l'association d'aide aux prisonniers politiques (AAPP), 6 611 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, 5 173 personnes sont toujours détenues, 963 sont sous le coup d'un mandat d'arrêt et 899 civils ont été tués par l'armée depuis le 1^{er} février

2021. Depuis cette date, celle-ci n'a cessé de commettre de manière systématique des violences et des attaques visant des civils innocents.

Alors que 160 jours se sont écoulés depuis le coup d'État, la junte militaire terroriste n'en continue pas moins de commettre des actes inhumains, de procéder à des arrestations arbitraires et à des passages à tabac brutaux, et de torturer les détenus en toute impunité.

Le Programme alimentaire mondial estime qu'au Myanmar, plus de six millions de personnes ont cruellement besoin d'une aide alimentaire. Le Programme des Nations Unies pour le développement prévoit que près de la moitié de la population basculera dans la pauvreté d'ici au début de 2022.

Atrocités commises par l'armée

Des restrictions pèsent sur le transport des produits alimentaires et des vivres. L'armée a échoué à mettre un terme à toutes les formes de violence que subissent d'innocents citoyens. Au contraire, elle a intensifié les actes de terrorisme en de nombreux lieux, d'un bout à l'autre du pays. À Mindat, dans l'État Chin, ces actions terroristes de l'armée à l'encontre de la population ont conduit à des combats entre la résistance locale et les militaires. La ville, soumise aux restrictions de transport imposées par l'armée, manque de vivres et de fournitures médicales. Les personnes déplacées du fait des attaques brutales lancées contre des villages entiers sont dépourvues de nourriture, d'eau et de médicaments.

Les arrestations arbitraires et les meurtres continuent : Man ZarMyay Mon, un chef opposant âgé de 28 ans, originaire de Chaung-U (région de Sagaing), est sous le coup de cinq chefs d'inculpation d'incitation et subit actuellement des tortures inhumaines.

Selon un membre de sa famille, on lui a brisé les doigts des mains et il a été grièvement blessé au cours d'un interrogatoire. Dans le township de Dagon Sud (région de Yangon), Khin Kyaw, un cadre local de la Ligue nationale pour la démocratie a été tué par balles le 5 juillet.

Un garçon âgé de 12 ans, Aung Swan Pyae, a été arrêté le 6 juillet, ainsi que six autres personnes, dont des membres de sa famille, dans la région de Mandalay. Face à la résistance et aux manifestations pacifiques, les militaires ne cessent de procéder à l'arrestation d'enfants, une pratique qui fait partie de leurs mesures de répression.

L'armée commet ces actes inhumains sans répit. Un père de famille âgé de 50 ans aurait été arrêté dans le township de Hlegu (région de Yangon). Les soldats, n'ayant pas pu retrouver le fils, membre d'un syndicat étudiant, ont arrêté le père du jeune homme à sa place. Visiblement, ce père de famille d'un certain âge n'avait commis aucun tort. Lors d'une attaque perpétrée dans la nuit du 6 juillet, des soldats ont arrêté au moins 10 personnes soumises à une disparition forcée, ce qui empêche leurs familles d'entrer en contact avec elles.

Au 3 juillet, 39 journalistes étaient détenus, 6 emprisonnés et 3 avaient été blessés, tous depuis le coup d'État. Parmi eux se trouve un journaliste citoyen des États-Unis. Bien que l'armée ait relâché 49 journalistes, 26 sont sous le coup de mandats d'arrêt. En outre, les militaires ont retiré leur licence professionnelle à huit entreprises de presse.

Départ de l'opérateur téléphonique norvégien Telenor

Le 8 juillet, l'opérateur téléphonique norvégien Telenor a annoncé la vente de son activité de téléphonie mobile au Myanmar à une société libanaise, pour 105 millions de dollars. Le départ de cette entreprise marque l'effondrement de

l'économie. Les autorités militaires du Myanmar auraient contraint les entreprises de téléphonie à installer des technologies de surveillance et interdit à leurs cadres de quitter le pays sans autorisation. Après que les militaires ont coupé l'accès à Internet, les opérateurs ont dû réduire leurs prestations. Par son départ, Telenor met en lumière le climat difficile des affaires dans le pays.

Pression de la communauté internationale sur la junte militaire illégitime

À la quarante-septième session du Conseil des droits de l'homme, le 6 juillet, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a indiqué que les 240 attaques qui avaient été perpétrées contre des établissements sanitaires, du personnel médical, des ambulances et des patients, avaient gravement entravé le dépistage de la COVID-19, le traitement des patients infectés et la vaccination contre cette maladie depuis le coup d'État. Elle a également exhorté tous les États à agir sans délai pour donner effet à l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui vise à empêcher que les armes n'affluent au Myanmar. Elle a souligné que pour libérer la population de l'emprise des militaires qui exerçaient leur pouvoir en toute impunité, le gouvernement d'union nationale et les acteurs démocratiques de la société civile devaient s'engager dans un processus politique.

Plus tôt dans l'année, le Rapporteur spécial de l'ONU, Tom Andrews, avait appelé l'attention sur le fait que la communauté internationale décevait les attentes du peuple du Myanmar. En instaurant les bases d'un nouveau cadre de gouvernement unifié, le gouvernement d'unité nationale avait montré sa pertinence en tant que recours et partenaire précieux pour les États Membres de l'ONU. Le Rapporteur spécial a en outre appelé à la création d'une coalition d'urgence pour le Myanmar, qui serait constituée de nations prêtes à soutenir la population en menant une véritable action coordonnée.

Car il est évident que la crise que traverse le Myanmar requiert une telle action de la communauté internationale. La tentative illégale de l'armée de prendre le contrôle du pays s'est traduite par des attaques visant la population, lesquelles sont commises à grande échelle et de manière systématique. Près de 900 personnes ont perdu la vie, et quelque 200 000 autres ont été contraintes de fuir leur foyer en raison des actions violentes conduites par les militaires dans les quartiers et les villages.

Annexe II à la lettre datée du 14 juillet 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies

Fiche d'information sur les aspects juridiques 13 juillet 2021, Représentation permanente du Myanmar, New York

Préambule

La publication de cette fiche d'information vise à informer le public des crimes contre l'humanité qui sont commis quotidiennement par les militaires terroristes et à garder une trace de ces actes cruels, auxquels il sera possible de se référer à des fins de poursuites judiciaires. Faute de place suffisante, cette fiche ne contient qu'une sélection des infractions commises.

Crimes commandités par la junte

Des groupes de miliciens de l'armée, connus sous le nom de Pyu Saw Htee, ont tué un enseignant de lycée et sa femme dans le township de Myingyan. Moe Hein, l'enseignant, était membre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Dans la nuit du 5 juillet, ces mêmes milices ont abattu U Khin Kyaw, également membre de la LND, qui vivait dans le township de Dagon Sud (région de Yangon). Le corps de la victime a ensuite été transporté à leur quartier général.

Civils pris en otage

Theint Sandi Soe, un étudiant en troisième année de droit, a été pris en otage par les militaires terroristes qui ont échoué à trouver son père, Soe Htay, un cadre opposant de la ville de Mogok. Le jeune homme, qui souffre de polyarthrite rhumatoïde, s'est vu refuser le traitement médical que nécessite cette grave maladie. Le 6 juillet, Aye Min Thein, le père de Aung Khant Hphone, membre d'un syndicat étudiant dans le township de Hlegu (région de Yangon), a également été arrêté, la junte n'ayant pas trouvé où habitait le jeune homme. Le soir du 6 juillet, alors que l'opposant Kan Win, habitant du village de Pyin Gyi du township de Launglon (région de Taninthayi), tentait d'échapper à un mandat d'arrêt (ayant organisé des manifestations, son logement avait été l'objet de fouilles régulières), sa mère âgée de 68 ans et son neveu âgé de 13 ans ont été arrêtés.

Le Myanmar étant un État partie à la Convention internationale contre la prise d'otages, les faits susmentionnés montrent que les militaires terroristes n'ont cessé d'enfreindre les dispositions de ladite Convention. La prise d'otages est une violation des principes fondamentaux du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Meurtres

Le 7 juillet, des hommes de la junte terroriste, qui ont pénétré dans le village de Hto Mar voisin de la ville de Kale, ont tué d'une balle dans la tête Aye Min, originaire du village de Pauk Khone du township de Kale (région de Sagaing). Dans la nuit du 6 juillet, Ba Gyan, un civil qui regagnait son domicile depuis une exploitation agricole en conduisant un char à bœufs a été tué d'une balle dans le dos pour avoir manqué de s'arrêter, alors qu'il traversait le village de Ywar Thit Gyu du township de Hopin (État kachin). Le matin du 5 juillet, Thay Thay, une civile, a reçu une balle à l'estomac tirée par les hommes de la junte et est morte sur le coup, alors qu'elle roulait à bicyclette avec son fils dans le township de Kawlin (région de Sagaing).

Khant Ko Ko Maung, adhérent du mouvement de désobéissance civile et membre de la police des transports dans le township de Chan Aye Tharzan (région de Mandalay), a été attaqué par derrière avec une arme à feu et tué dans la soirée du 10 juillet, alors que les militaires s'apprêtaient à l'arrêter à Kyi Kone dans le township de Patheingyi. Une femme a été arrêtée en même temps pour son soutien au mouvement de désobéissance civile. Les meurtres systématiques et largement répandus de civils n'ont jamais cessé et les terroristes militaires commettent ces atrocités de manière intentionnelle. De fait, il est évident que ces attaques de manifestants pacifiques dans tout le Myanmar ne font qu'augmenter au fil du temps. L'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. Toute attaque visant une population civile qui revêt un caractère généralisé et systématique enfonce le droit international et constitue un crime contre l'humanité, comme énoncé à l'article 7 du Statut de Rome.

Journalistes pris pour cible

Chit Min Hlaing, un journaliste travaillant dans la ville de Pakokku (région de Sagaing) a été arrêté en avril et condamné à trois ans d'emprisonnement pour des faits relevant de la section 505 a) du Code pénal. Par ailleurs, Poet Thway Nay de la région de Mandalay a également été condamné à trois ans d'emprisonnement sous le même chef d'inculpation. Il avait été blessé par arme à feu et arrêté alors qu'il transportait sur sa motocyclette des participants à une manifestation réprimée par les militaires terroristes à Mandalay, le 27 mars.

Détention arbitraire

Le 4 juillet, à Mandalay, quatre personnes, dont Myat Thu, un meneur de lutte appartenant à la Fédération des syndicats étudiants de toute la Birmanie ont été arrêtées par les hommes de l'armée à leur domicile. Maung Maung et Kyi Thar Maung Maung, le père et le frère cadet de Khin Marlar Maung Maung, député de la deuxième circonscription du township de Hlegu (région de Yangon), ont été arrêtés par l'armée dans la nuit du 6 juillet. Tôt dans la matinée du 6 juillet, les forces armées ont attaqué un salon de thé dans le village d'Ohn Pin Chan du township de Sintgaing (région de Mandalay). Elles ont arrêté le propriétaire, Min Thu Tun, son fils âgé de 12 ans, Aung Swan Pyae, son épouse, Tin Nwel Hlaing, le frère cadet de celle-ci et trois serveurs. Alors qu'aucun enfant ne saurait être privé de sa liberté illégalement et arbitrairement, il ne fait pas de doute que les militaires ignorent ces règles et poursuivent leurs activités criminelles. Les militaires ont même emprisonné une fillette âgée de quatre ans le mois dernier, et c'est à nouveau un enfant âgé de 12 ans qu'ils ont arrêté arbitrairement. Selon l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant, que le Myanmar a ratifié, l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible. Les faits susmentionnés indiquent clairement que les terroristes militaires n'ont pas l'intention de respecter les traités internationaux en tant que gouvernants et ne sont pas dignes de représenter le Myanmar sur la scène internationale.

Deux calamités majeures

Selon les données nationales du Ministère de la santé et du sport placé sous le contrôle de l'armée, à la suite de 10 114 tests effectués par prélèvement nasal, on a dénombré 82 décès dus à la COVID-19 – chiffre quotidien le plus élevé enregistré depuis le coup d'État du 1^{er} février – et 3 461 nouveaux cas. Ces chiffres tiennent compte des contaminations par divers variants de la maladie à coronavirus, dont le

très contagieux variant Delta. De nombreuses personnes pensent que ces chiffres sont sous-estimés, à la fois pour ce qui est des décès et des nouvelles contaminations.

Depuis que les terroristes militaires ont arrêté des médecins et des dirigeants d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales, le système national de soins s'est effondré. Les régions et les townships très touchés par la COVID-19, notamment la capitale Nay Pyi Taw, Yangon, Manadalay, Bago et les townships de Tamu et de Kalay (région de Sagaing) font face à une pénurie d'oxygène à usage médical, qui entraîne des décès de patients n'ayant pu en recevoir à temps.

Au Myanmar, nombreux sont ceux qui ont perdu la vie en raison de ce manque d'oxygène. À Kalay, les travailleurs sociaux et les associations caritatives, qui sont en première ligne dans la lutte contre la pandémie, estiment qu'au moins 600 personnes pourraient être mortes de la maladie à coronavirus dans cette ville en un mois. À Mandalay, Ko Htwar Gyi, un travailleur du secteur caritatif, déclare que nombreux sont les décès imputables à la pénurie d'oxygène dont souffre l'hôpital de la ville. Hier, le nombre de morts était de 23, 10 à 11 corps étant inhumés chaque jour. Certaines personnes meurent chez elles faute d'avoir reçu de l'oxygène.

Le conseil d'administration militaire de la région de Mandalay s'est réuni avec les patrons des usines productrices d'oxygène à usage médical. Selon les médias sociaux, on aurait dit à ces derniers de cesser de vendre des bouteilles d'oxygène et d'offrir un service de recharge sur le marché privé pour ne fournir que les hôpitaux militaires, les dispensaires et les centres de quarantaine contrôlés par le Ministre désigné par l'armée. Lors d'une conférence de presse ce lundi, le porte-parole de l'armée, Zaw Min Tun, a confirmé ces dires en indiquant qu'il avait été demandé aux usines de ne plus vendre d'oxygène aux particuliers mais de fournir les établissements susmentionnés contrôlés par le régime. Toute personne souhaitant recharger des bouteilles d'oxygène aura désormais besoin d'une autorisation des autorités sanitaires. Le 12 juillet, un homme dénommé Phoe Sal résidant dans le township de Thone Khwa a été torturé à mort par les hommes de la junte alors qu'il cherchait à se procurer de l'oxygène pour un membre de sa famille gravement malade.

Une fois encore, l'armée a manqué à respecter le droit international, en particulier la réglementation sanitaire internationale. Le Ministère de la santé, qui est sous contrôle de l'armée, diffuse des chiffres erronés concernant la pandémie afin de dissimuler son incompétence. Malheureusement, la population du Myanmar fait face à présent à deux calamités majeures, la COVID-19 et le coup d'État tenté par l'armée. Il est urgent et vital que la communauté internationale intervienne ; c'est ce dont le Myanmar a le plus besoin pour remédier à la crise que traverse le pays, cela avant qu'un plus grand nombre d'innocents ne subissent d'effroyables souffrances sur les plans social et humanitaire.